



## Arrêt

**n° 210 411 du 2 octobre 2018  
dans l'affaire X / VII**

**En cause : X**

**Ayant élu domicile : au cabinet de Maître A. VAN VYVE  
Rue du Mail 13  
1050 BRUXELLES**

**contre:**

**l'Etat belge, représenté par le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration,  
chargé de la Simplification administrative**

### **LA PRÉSIDENTE DE LA VIIe CHAMBRE,**

Vu la requête introduite le 21 juin 2017, par X, qui déclare être de nationalité congolaise (R.D.C.), tendant à la suspension et l'annulation de la décision d'irrecevabilité d'une demande de séjour, prise le 28 mars 2017.

Vu le titre Ier bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 8 août 2018 convoquant les parties à l'audience du 13 septembre 2018.

Entendu, en son rapport, N. RENIERS, présidente de chambre.

Entendu, en leurs observations, Me A. VAN VYVE, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et A. BIRAMANE, attaché, qui comparaît pour la partie défenderesse.

### **APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :**

1. Le 12 septembre 2018, la partie requérante a informé le Conseil du Contentieux des Etrangers (ci-après : le Conseil) que le requérant a introduit une nouvelle demande d'autorisation de séjour auprès de l'administration communale de son lieu de résidence, et qu'il se désiste dès lors de la demande introduite, au préalable, sur la base de l'article

12 bis de la loi du 15 décembre 1980. Elle fait valoir que le recours introduit contre l'acte attaqué peut être déclaré sans objet.

A l'audience du 13 septembre 2018, la partie requérante confirme que le recours est devenu sans objet.

2. Le Conseil en prend acte.

**PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :**

**Article 1.**

La requête en suspension et annulation est rejetée.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le deux octobre deux mille dix-huit par :

Mme N. RENIERS, présidente de chambre,

Mme A. LECLERCQ, greffière assumée.

Le greffier,

Le président,

A. LECLERCQ

N. RENIERS